

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 novembre 2024

Il y en a qui pensent pas ou peu, on pense pour deux ici ! Vous l'avez remarqué, bravo à vous !

Et dire que je suis totalement isolé au fin fond d'un petit village indien du sud de l'Inde au Tamil Nadu, pratiquement sans contact avec la France, loin des yeux, loin du cœur, vous savez ce que c'est...

Abandonné ou rejeté dès que j'émetts un avis critique, méprisé, c'est tellement pratique, quel manque de courage entre autres ! C'est très injuste, car je ne mérite certainement pas un tel traitement, vous en conviendrez en parcourant mes causeries. Je plains sincèrement ceux qui me l'infligent, car ils doivent avoir de sérieux problèmes dans leur vie pour agir ainsi.

Je n'y fais même plus attention, mieux, cela me motive au lieu de me laisser aller ou de haïr la Terre entière, au contraire, je trouve des circonstances atténuantes même aux derniers des salopards qui pourrissent la vie de nos semblables, sauf le personnel politique qui lui ne mérite que la potence, je parle des gens que j'ai été amené à croiser et qui m'ont fait des misères, je ne peux pas les juger, c'est plus fort que moi.

Tenez, quand avant-hier j'ai laissé la vie sauve à un énorme cobra qui menaçait la vie de mes chiens, et bien je ne sais pas pourquoi, j'en fus soulagé, mieux, heureux, car j'eus l'impression d'avoir évité de commettre une terrible injustice, puisque finalement ce cobra ne m'avait rien fait, le jardin lui appartient autant qu'à moi ou à mes 4 chiens, n'est-ce pas ? Alors pourquoi le tuer, hein je vous le demande ! Et puis, il incarne je ne sais plus quel dieu hindou, donc même mes voisins qui m'ont entendu hurler après mes chiens, et qui ont immédiatement compris ce qui se passait parce qu'ils en ont l'habitude, sont satisfaits de cet heureux dénouement.

Alors pourquoi devrais-je être malheureux ? Si je suis malheureux, c'est davantage à cause du sort injuste qui est fait à tous les peuples, en pensant à tous ceux qui souffrent dans le monde, en particulier aux Palestiniens.

Les gens et les militants qui se permettent de me juger en France, sont des nantis ou ils ont eu une vie de nantis, pour ceux que je connais. Ils prouvent ainsi, qu'ils n'ont jamais pris véritablement conscience de leur condition. Ils feraient mieux de s'abstenir ou commencer par régler leurs propres problèmes ou se pencher sur leur propre existence, au lieu de s'occuper de celle des autres.

Dans mes causeries, je n'établis pas de distinctions, je m'adresse à tous ceux de ma classe, de ma condition sans exception, bien et mal lotis, peu importe, je me contrefous de toute autre considération, car c'est uniquement ensemble qu'on s'en sortira, et non individuellement.

Flagrant délit. La fake news relayée par tous les médias mainstream en France.

Une «*pure fiction*» : le Kremlin dément tout appel entre Trump et Poutine - RT 11 nov. 2024

Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a démenti ce 11 novembre des informations du Washington Post et de Reuters selon lesquelles Donald Trump et Vladimir Poutine auraient eu un échange téléphonique.

Selon le porte-parole du Kremlin, il s'agit de «*l'exemple le plus clair de la qualité des informations qui sont désormais publiées, parfois même dans des publications assez respectées*». RT 11 nov. 2024

Confirmation et précisions. Quand les sionistes nazis et le Mossad parquent à Amsterdam.

Amsterdam : les Israéliens ont exporté leur racisme et leur violence

<https://www.chroniquepalestine.com/amsterdam-les-israeliens-ont-exporte-leur-racisme-et-leur-violence>

Totalitarisme. Nier le génocide des juifs durant la Seconde Guerre mondiale est interdit ou illégal, c'est commettre un délit. En revanche, nier le génocide des Palestiniens est autorisé, recommandé, encouragé par les autorités, les élites, les médias.

L'animateur Arthur porte plainte contre Aymeric Caron - Le Point 11 novembre 2024

Les avocats d'Arthur annoncent une plainte en diffamation contre le député LFI, dimanche 10 novembre. Deux jours avant, ce dernier avait accusé l'animateur de soutenir les massacres à Gaza.

Le 8 novembre, Aymeric Caron a affirmé qu'Arthur soutenait les « *massacres* » de l'armée israélienne à Gaza. Après plusieurs messages échangés sur les réseaux, les avocats de l'animateur « dénoncent une « *rhétorique haineuse et obsessionnelle, aussi irresponsable que diffamatoire* ».

https://www.lepoint.fr/societe/l-animateur-arthur-porte-plainte-contre-aymeric-caron-11-11-2024-2574968_23.php

J-C - Soutien inconditionnel à Aymeric Caron. Par ses prises de position, Arthur est un petit soldat de Tsahal, un agent du Mossad, un complice du régime sioniste d'extrême droite israélien qui massacrent Palestiniens et Libanais, bombardent la Syrie, commet des assassinats et fomente des coups d'Etat, des guerres civiles partout dans le monde, y compris à Amsterdam ces derniers jours.

De nos jours, dès que vous manifestez le moindre désaccord avec n'importe qui, que vous critiquez les positions adoptées qu'il a adopté, si en plus vous osé caractériser son attitude, ce qui est parfaitement votre droit, il vous accuse aussitôt de diffamation ou de je ne sais quoi pour vous décrédibiliser, parce qu'il n'a pas d'argument à vous opposer ou parce que vous avez dit la vérité et il n'est pas en mesure ou il refuse de l'assumer.

- Un délit d'opinion est une infraction pénale consistant à exprimer des opinions politiques, religieuses, historiques, scientifiques ou autres qui sont interdites par un gouvernement ou quelque autre institution disposant d'un quelconque pouvoir.

L'article 9 de la loi Gayssot du 13 juillet 1990 établit comme délictueux le fait de contester l'existence des crimes contre l'humanité décrits dans le jugement du procès de Nuremberg à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale. Il punit donc, entre autres, le fait de contester l'existence d'un génocide juif organisé par l'Allemagne hitlérienne. Wikipédia

Les pays arabes appellent Israël à cesser le “génocide” en cours à Gaza - Courrier International 12 novembre 2024

La BBC y voit “*l'une des critiques les plus dures*” d'Israël par un officiel saoudien depuis le 7 octobre 2023. Lundi, à l'issue d'un sommet à Riyad réunissant une cinquantaine de pays de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), Mohammed Ben Salmane a dénoncé le “*massacre commis contre les peuples palestinien et libanais*”, utilisant le mot “*génocide*” pour décrire la situation à Gaza. “*La première déclaration du genre par le premier ministre du Royaume et de facto son leader*”, observe le Middle East Eye.

Sans aller jusqu'à utiliser le mot génocide, le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi a évoqué “*le meurtre systématique de civils à Gaza*”. Pour Recep Tayyip Erdogan, Israël a l'objectif “*d'annihiler les Palestiniens*”. Dans un discours décrit par Israel Hayom comme le moment où le sommet a atteint “*son crescendo*”, le président turc a appelé à un embargo sur les armes et la suspension des accords commerciaux avec Israël.

Le communiqué publié à la fin du sommet se désole d'un “*contexte de crime de génocide*” et “*réaffirme la pleine souveraineté de l'État de Palestine sur l'Est occupé, la capitale éternelle de Palestine, et rejette toute décision israélienne ou mesure visant à consolider l'occupation coloniale de la ville*”. Un communiqué qui “*présente beaucoup de similitudes à celui publié un an plus tôt*”, constate le *New York Times*. Comme le remarque *Al-Jazeera*, les 57 membres de l'OIC et les 22 membres de la Ligue arabe n'ont toutefois pas réussi “*à se mettre d'accord sur une action à mener*”. Courrier International 12 novembre 2024

Sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et de la Ligue arabe. - RT 11 nov. 2024

Guerre au Proche-Orient : l'Irak fustige l'échec de la communauté internationale «*à prévenir le génocide et les crimes*»

Ce 11 novembre depuis Riyad, où se tient un sommet extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et de la Ligue arabe, le Premier ministre irakien Mohammed Chia al-Soudani a estimé que la communauté internationale n'avait pas réussi à empêcher le génocide à Gaza et au Liban.

«*Le conflit n'a pas commencé le 7 octobre 2023, comme certains le prétendent, ignorant délibérément des décennies d'occupation, de déplacements, d'usurpation de terres et de violations des lois internationales*», a-t-il par ailleurs affirmé.

Ce lundi, le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, a affirmé qu'Israël devait «*respecter la souveraineté territoriale de la République islamique d'Iran* » et «*s'abstenir d'attaquer son territoire* », à l'ouverture du sommet de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique à Ryad.

Dans le même temps, le dirigeant saoudien a exhorté la communauté internationale à stopper les attaques d'Israël à Gaza et au Liban dans une prise de position assez inédite depuis le début du conflit armé en 2023.

«*Trump pourrait vouloir étendre les Accords d'Abraham lorsqu'il prendra ses fonctions l'année prochaine, mais à moins qu'Israël n'opère un changement radical de stratégie dans la région, cela risque de rencontrer beaucoup plus d'obstacles qu'auparavant* », souligne le Dr Hellyer, spécialiste de sécurité internationale à l'institut Royal United Services de Londres. RT et AFP 11 nov. 2024

Quand des sionistes nazis organisent un gala le 13 novembre en plein Paris, "Israël for ever" (= Palestine for never [jamais]), pour soutenir le génocide du peuple palestinien.

AFP - Un mouvement juif international de droite a annoncé dimanche prévoir un rassemblement mercredi à Paris, jour où se tiendra également le gala "*Israël for ever*", pour lutter contre l'antisémitisme, en présence d'un ministre israélien d'extrême droite, Bezalel Smotrich.

Le Betar, qui dispose de nombreuses branches dans le monde et qui compte dans ses rangs des membres radicaux, prévoit de se rassembler aux côtés du Mouvement des Etudiants Juifs Français (MEJF), en marge du gala. Le lieu est encore inconnu.

Des associations, des syndicats et des partis de gauche français avaient dénoncé l'organisation du gala.

Le préfet de police, Laurent Nuñez, avait cependant donné son accord à la tenue de ce gala. Saisi par la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient EuroPalestine pour obtenir une annulation de la décision du préfet de police, le tribunal administratif a jugé samedi qu'il n'y avait pas lieu de l'interdire.

M. Nuñez a de plus affirmé que le ministre israélien ne ferait pas le déplacement. "*Je comprends que finalement, il ne sera pas là*", a-t-il dit. AFP 10 novembre 2024

Précision.

Ce gala génocidaire est organisé par une avocate franco-Israélienne qui a mené des opérations pour bloquer l'entrée de l'aide alimentaire à Gaza. europalestine.com

A quoi servent les médias sociaux ? A qui ? A la réaction, à bernier les naïfs. La preuve.

J-C - Les médias sociaux servent à canaliser les opposants au régime ou à la politique du gouvernement.

Ensuite, une fois mis en confiance et pris dans les mailles du filet, selon les circonstances et le registre auquel appartiennent les événements ou sujets traités, ils publieront des articles qui permettront d'embrouiller les lecteurs, ou qui contiendront des conclusions leur faisant croire qu'il n'existe aucune issue politique conforme à leurs aspirations. Des conclusions, qui seront à même de les faire douter, de les démoraliser, de les paralyser ou neutraliser, qui seront susceptibles de les faire adhérer au discours officiel, de les faire participer à des campagnes initiées par la réaction ou les soutenir, etc. autant d'intentions ou d'objectifs inavouables qui au départ sont plus ou moins camouflées en recourant à différentes techniques de manipulation bien rodées, puis justifiées sans jamais être identifiées comme telles pour bernier les lecteurs les plus naïfs ou influençables, c'est-à-dire, la majorité, dont les jeunes en priorité.

Les articles en apparence corrects ou qui semblent les plus inoffensifs au premier abord, s'avèrent être en réalité les plus dangereux, dans la mesure où ils servent à mettre en confiance les lecteurs afin que leur vigilance baisse, ils servent d'appâts en quelque sorte, et ce sera dans l'article suivant ou celui qui l'accompagnera que se trouvera le venin, qui prit à petites doses répétées, finira par être mortel, j'explique plus loin comment il opère. Avant-hier à minuit, j'ai encore chassé un énorme cobra dans mon jardin, le quatrième serpent en deux mois, ce sont mes chiens qui donnèrent l'alerte, alors je suis aguerri contre ce danger, d'où le partage avec vous de mon expérience.

Il s'agit d'une entreprise destinée, non pas à informer, mais à nuire aux intérêts de ceux à qui elle s'adresse. Elle n'a pas d'autres raisons d'être. Un exemple. Cet article ignoble sert uniquement à justifier le génocide des Palestiniens en cours, et son auteur ne s'en cache même pas, il le revendique. Agoravox : A l'incinérateur ! Un conseil d'ami, fuyez ce média et ses semblables.

Ne croyez pas que j'exagèrerais, je vais vous raconter une petite histoire ou une expérience que j'ai vécue, qui vous le prouvera.

Parmi les mails que j'ai reçus au cours des 20 dernières années, et des contacts que j'ai pu lier avec certains lecteurs, il y en a un particulièrement qui mérite qu'on s'y arrête.

C'est celui d'un (très vieux) ex-militant du Parti des travailleurs, qui m'envoyait régulièrement des articles ou des liens, et j'avais remarqué que souvent ces liens renvoyaient vers des blogs tenus par des personnages d'extrême droite. Cela avait le don de me contrarié, au point que je lui en fis part un jour.

Quelque temps plus tard, à la veille du second tour de l'élection présidentielle en 2017, il m'informa qu'il ne voyait pas d'objection à voter Le Pen.... Cela ne m'étonna pas qu'à moitié, bien que je fus un peu déçu, car il m'avait écrit à plusieurs reprises qu'il partageait mes idées, ce que je n'avais jamais cru du reste, et à cette occasion il me donna raison. J'en tirai la conclusion, qu'habituer à fréquenter des blogs d'extrême droite ou des blogs populistes publiant régulièrement des articles rédigés par des membres de l'extrême droite, quelque part il en était arrivé inconsciemment à se familiariser avec ce courant politique au point de ne plus faire de distinction avec d'autres courants politiques issus du mouvement ouvrier, y compris le mien. Si vous dites que la Terre est ronde et que Le Pen le dit aussi, c'est que finalement vous n'êtes pas si éloignés l'un de l'autre... C'est ce genre de raccourci qui se produit dans les cerveaux en proie à une grande confusion ou sans repères théoriques. C'est malheureux et on n'y peut rien.

Bref, la normalisation ou banalisation de l'extrême droite avait fonctionné à merveille, au point d'être plébiscitée par des militants du mouvement ouvrier. Pire encore, car du coup il rompit avec moi le jour même de l'élection de Macron, moi, qui jamais de la vie ne voterais pour un candidat d'extrême droite ou de droite. J'ai 69 ans, en 51 ans j'ai voté deux fois seulement, une fois au municipal pour le PS dans les années 70, influencé par l'OCI, et une fois pour LFI récemment, une faiblesse ou suite à une erreur sans gravité d'appréciation de la situation politique en France, pays que j'ai quitté depuis près de 30 ans, c'est excusable, non, peu importe ici.

Donc, ne croyez pas que fréquenter des médias ou des réseaux sociaux d'extrême droite ou de la réaction en général serait anodin ou sans conséquences politiques, psychologiques, ce serait une grave erreur de le croire, surtout quand on a tendance à surestimer son niveau de conscience politique ou qu'on ignore son degré d'ignorance, à quel point on est vulnérable et manipulable. C'est d'ailleurs valable pour l'ensemble des médias mainstream, la littérature des opportunistes, des partis du mouvement ouvrier, y compris celle de l'extrême gauche.

Guerre Israël-Hamas : déconstruire le mythe du génocide dans la bande de Gaza par Giuseppe di Bella di Santa Sofia - Agoravox 26 octobre 2024

<https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/guerre-israel-hamas-deconstruire-257371>

Sur la situation politique et sociale en France.

C'est en France, où règne un régime despotique en guerre contre son peuple (et pas que).

Haute-Marne : Faute de place, un patient se retrouve dans le garage des urgences - 20minutes.fr 11 novembre 2024

Après 24 heures aux urgences pour une inflammation des intestins, Gérard Claudet a été déplacé dans le garage de l'hôpital de Langres, témoigne-t-il

D'après BFMTV, le patient qui souffrait d'une inflammation des intestins a été transféré au garage de l'établissement de santé, 24 heures après son admission, le 27 octobre.

Lorsque l'homme demande où on l'emmène, les soignants lui répondent « *Dans un garage. Quand on a plus de place ici, ce n'est pas compliqué : on ouvre le garage et on y met des patients* », témoigne-t-il auprès de nos consœurs. Sur les images qu'il a transmises à la chaîne, quatre personnes (dont lui) sont présentes dans le garage aménagé.

« *Je suis je ne sais où. En temps de guerre, à un endroit où on installe les malades ? Je ne sais pas trop où est-ce qu'on est, mais en tout cas pas dans un hôpital français* », s'indigne le patient qui a demandé à rentrer chez lui le lendemain, épuisé par le bruit de la ventilation et les conditions d'hospitalisation.

En 2023, près de 4.900 lits d'hospitalisation complète ont été supprimés. D'après la direction statistique des ministères sociaux (Drees), l'offre a diminué de 10,5 % en dix ans. 20minutes.fr 11 novembre 2024

Quand un participant et porte-parole de Bilderberg analyse la situation de la France.

J-C - Nicolas Baverez : « *J'ai plus peur de nos propres erreurs que des plans de nos ennemis* », soulignait Périclès, au début de la guerre du Péloponnèse. À raison, puisque Athènes et sa démocratie sont mortes de la démagogie, plus encore que de la désastreuse expédition de Sicile, qui scella la victoire de Sparte.

En terminant son article par cet avertissement, monsieur Baverez montre que son contenu était avant tout idéologique, car Athènes n'est pas morte à cause de sa "*démagogie*", mais parce que sa démocratie était basée sur l'esclavage, et que ce mode de production comportait des limites ou ne pouvait pas réaliser de miracle, pas davantage le capitalisme, du reste.

Il témoigne de l'impuissance pour son camp de faire accepter à tous les peuples le triste sort qu'il leur a réservé, autrement dit, non seulement ils n'ont pas remporté la lutte des classes, ils vont la perdre.

Comme chaque fois en pareille occasion, qu'ils doivent se livrer à ce genre d'exercice pour justifier leur orientation politique ou les mesures antisociales qu'ils souhaiteraient nous imposer, cela va de soi. Au passage, il fournit ou rappelle un ensemble de données intéressantes sur la situation, qui seront autant d'arguments pour mener notre combat politique. Son interprétation oscille ou mêle constat et propagande, vérités et contrevérités, réalité et spéculation, à chacun d'essayer de s'y retrouver ou de tester sa capacité à discerner le vrai du faux...

Il faut avoir à l'esprit, que c'est le clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne que représente monsieur Baverez, qui a porté Macron au pouvoir, et qui lui a dicté la politique qu'il applique depuis 2017 (ou même avant sous Hollande). Vous noterez qu'ils l'ont déjà sacrifié ou inscrit au compte des pertes et profits, ce qui devait figurer dans leur contrat ou dans la définition de fonction de leur marionnette. Il prendrait tout sur lui quoiqu'il arriverait, tandis que ses mentors resteraient tapis dans l'ombre et ne seraient nullement mis en cause ou inquiétés.

Le miracle ou la faillite - Le Point 11 novembre 2024

L'édito de Nicolas Baverez. Emmanuel Macron a conduit la France au bord du précipice. Pour redresser le pays, l'impulsion doit venir des Français rassemblés.

En 2024, la France est redevenue l'homme malade de l'Europe. Par son arrogance et son irresponsabilité, Emmanuel Macron a fait exploser le modèle de la décroissance à crédit et les institutions de la Ve République. Avant lui, la France prenait l'eau. Avec lui, elle coule à pic. (Le verdict est radical en apparence, sympathique, les lecteurs le partageront, la potion le sera tout autant, mais là ils vont pleurer ! – J-C)

26e rang pour la richesse par habitant

Naufrage économique. L'économie française est désormais reléguée au 7e rang mondial. La croissance potentielle est nulle du fait de la stagnation de la démographie (taux de fécondité réduit à 1,68 enfant par femme) et de la chute de la productivité de 8,5 % depuis 2019. Les faillites d'entreprises s'envolent et la désindustrialisation se poursuit. Le déficit commercial, juge de paix de la compétitivité, atteint 100 milliards d'euros et les parts de marché se réduisent comme peau de chagrin, à 2,2 % dans le monde et à 12 % dans la zone euro, notre pays étant ravalé au 7e rang des exportateurs, quand l'Italie est arrivée au 4e.

Naufrage social. La France a régressé au 26e rang pour la richesse par habitant, inférieure de 15 % à celle de l'Allemagne et de 50 % à celle des États-Unis. La paupérisation de la population et du territoire s'emballent. Le chômage de masse touche 7,3 % des actifs, quand les autres grands pays développés connaissent le plein-emploi, et 18 % des salariés sont au smic. La pauvreté touche 9 millions de Français, aggravée par une crise du logement sans précédent depuis les années 1950 et par l'effondrement du système de santé et de l'éducation nationale. Tout cela avec un État-providence qui mobilise 34 % du PIB et qui entretient les maux sociaux qu'il est censé soigner. (L' « État-providence » à abattre. – J-C)

Naufrage financier. Alourdie de 1 000 milliards d'euros depuis 2017, la dette publique, qui culmine à 112 % du PIB, est sortie de tout contrôle pour devenir insoutenable. Placée sous surveillance par les agences de notation, par les marchés et par nos partenaires européens, la France emprunte à des taux plus élevés que l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

Naufrage politique. La Ve République a été corrompue par l'hyperprésidentialisation jusqu'à se trouver paralysée à la suite de la dissolution. Elle a donné naissance à une Assemblée Frankenstein, ingouvernable et polarisée à l'extrême, qui constitue à la fois le produit et le symbole du macronisme. (Alors que c'est Baverez et ses amis de Bilderberg qui l'ont fabriqué. – J-C)

Naufrage diplomatique. La politique extérieure de la France acquitte au prix fort les errements et les revirements d'Emmanuel Macron comme l'effondrement de la puissance du pays. Elle a perdu toute crédibilité dans le conflit ukrainien, où a été promu l'envoi de troupes au sol, après avoir vainement dialogué pendant des mois avec Vladimir Poutine, comme au Moyen-Orient, où Israël est désormais accusé de barbarie alors qu'était proposée il y a un an la constitution d'une coalition internationale contre le Hamas. (Quel dommage qu'elle n'ait pas vu le jour ! – J-C) Écarté des négociations sur la recherche de la paix lors du G7, le président français n'a pas été invité par Olaf Scholz ni Giorgia Meloni à préparer le dernier sommet européen, et c'est vers l'Allemagne que Keir Starmer s'est tourné pour relancer la coopération militaire entre le Royaume-Uni et l'Union. (Macron est un loser, il est hors-jeu, normal. – J-C)

Tous les atouts pour se réinventer

Les raisons de cette débâcle ne sont pas à chercher dans la mondialisation, l'Europe, l'Allemagne ou les immigrés, mais dans les erreurs de la France et de ses dirigeants. Ils ont abandonné tout projet collectif pour servir des clientèles et communier dans le malthusianisme. Ils se sont enfermés dans le déni, en refusant de faire la vérité sur la situation du pays et d'engager les changements nécessaires pour s'adapter à la mondialisation, à la montée du péril djihadiste, à la menace des empires autoritaires. (Il reproche à Macron de n'avoir pas disposé des moyens ou des conditions pour appliquer à la lettre leur programme, il faut bien trouver un responsable. – J-C) Notre pays a ainsi perdu la maîtrise de son destin pour dépendre de la Chine pour la fourniture de ses biens essentiels, des États-Unis pour l'énergie, la technologie, la finance et la sécurité, via la réassurance de l'Europe par l'Otan, et de l'Allemagne pour sa dette. Il menace d'emporter dans sa chute la zone euro et l'Union européenne, au grand dam de nos partenaires. (Alors que chaque fois ce sont eux qui poussèrent à la roue, sauf que les résultats ne sont pas ceux qu'ils avaient escomptés. A Macron de l'assumer, pas à eux ! – J-C)

La France se trouve donc à un tournant et doit choisir entre la modernisation et le déclin. Comme en 1958, la situation est à la fois désespérée et porteuse d'espoir. D'abord parce que la crise financière interdit la poursuite de la fuite en avant dans le surendettement public et privé. Ensuite parce que le miracle est à portée de la main si nous cessons d'idolâtrer tout ce qui nous ruine et de condamner

tout ce qui pourrait nous sauver. (Il faut s'attaquer au « *surendettement public* », aux services publics, la vieille rengaine de la réaction. – J-C)

La France dispose de tous les atouts pour se réinventer : des talents remarquables, des universités et des écoles de rang mondial, de l'épargne, une énergie décarbonée avec le nucléaire, des infrastructures de qualité, de grands groupes internationalisés et compétitifs, des armées ayant conservé l'expérience du combat, un patrimoine, un mode de vie et une culture avec peu d'équivalents. Si nous cessons de les saper, le relèvement peut être spectaculaire et rapide, comme le montre le redressement des pays scandinaves et des autres pays d'Europe du Sud. Par ailleurs, le cycle de la mondialisation s'est achevé et laisse la place à une nouvelle ère favorable à l'esprit national français, où la géopolitique prime sur l'économie, l'État reprend la main sur les marchés, la souveraineté et l'impératif de la sécurité ont la prééminence sur l'ouverture des frontières. (Le clan républicain de Rockefeller and Co. n'est pas celui démocrate de Soros... - J-C)

Seul manque l'essentiel, à savoir la stratégie, la méthode et l'état d'esprit. Mais notre histoire est riche de ces moments de retournement où la lumière surgit de la nuit. La priorité absolue doit aller à remettre la France debout. Le rétablissement de sa puissance conditionne en effet la crédibilité de toute initiative diplomatique en Europe comme dans le monde. Aux antipodes du « *en même temps* », qui institutionnalise l'absence de cap et l'impuissance, des choix clairs sont à effectuer autour de quelques enjeux clés : le renouveau démographique ; la relance de la production, de l'investissement et de l'innovation ; la modernisation de l'éducation et de la santé ; la réforme et le désendettement de l'État ; la restauration de la sécurité intérieure et extérieure. (On croirait lire Trump. – J-C)

Regardons en face la situation

L'heure est plus que jamais au rassemblement et à refaire la nation, éclatée en blocs, en communautés et en clans. Notre chance paradoxale est de ne pas disposer de femme ou d'homme providentiels. Le salut de la France ne peut donc venir que des Français. Or ceux-ci, dans leur immense majorité, ne se résignent ni à leur déclassement ni à celui de leur pays. Ils l'ont montré en refusant de confier le pouvoir à l'extrême droite et en assurant la réussite des Jeux olympiques. Il reste possible de les mobiliser au service de la reconstruction de la France, et non pas seulement d'un événement, d'une circonstance ou d'une émotion collective. (Là, il formule un vœu pieux, car ce sont les conditions économiques qui déterminent le comportement des Français en dernière analyse, et comme elles sont vouées à empirer... – J-C)

« *J'ai plus peur de nos propres erreurs que des plans de nos ennemis* », soulignait Périclès, au début de la guerre du Péloponnèse. À raison, puisque Athènes et sa démocratie sont mortes de la démagogie, plus encore que de la désastreuse expédition de Sicile, qui scella la victoire de Sparte. Tirons donc les leçons de nos erreurs. Regardons en face la situation de la France comme celle de l'Europe et du monde du XXI^e siècle. Et jouons à fond l'ultime chance de nous redresser par nous-mêmes, en retrouvant la confiance dans nos atouts et nos valeurs, en conjurant tant la mise sous tutelle par l'Union européenne, la BCE et le FMI que la tentation autoritaire. Le Point 11 novembre 2024

J-C – Il est un tantinet inquiet tout de même, un brin contrarié, c'est un euphémisme, plutôt exaspéré parce que les choses ne se passent pas comme ils l'avaient prévues, on le serait à moins, mais pas désespéré, ce n'est pas dans leur culture.

Vous aurez également noté, qu'il y a une bonne part de démagogie ou d'hypocrisie dans ce qu'il raconte, car ce sont eux qui ont obligé la France à s'aligner sur l'UE, et ce sont eux encore, qui à

défaut de pouvoir appliquer leur politique autrement, recourent à « *la tentation autoritaire* », comme à Hitler ou au nazisme à une autre époque pas si lointaine.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Guerre au Proche-Orient : Israël juge que la création d'un Etat palestinien n'est pas une « *position réaliste* » - 20 Minutes/AFP 11 novembre 2024

En un mot ? *Non.* » C'est ainsi que le ministre israélien des Affaires étrangères a répondu à la création d'un Etat palestinien. Vouloir établir un Etat palestinien n'est pas « *aujourd'hui* » un projet « *réaliste* », a estimé ce lundi Gideon Saar, lors d'une conférence de presse à Jérusalem.

« *Un Etat palestinien [...] sera un Etat Hamas* », a jugé Gideon Saar.

Etats-Unis.

Les États-Unis ont frappé des cibles liées à l'Iran en Syrie - BFMTV 12 novembre 2024

Les forces américaines ont mené ce lundi 11 novembre des frappes contre neuf cibles liées à des groupes soutenus par l'Iran en Syrie en réponse aux attaques contre les troupes de Washington dans le pays, a annoncé le Pentagone. BFMTV 12 novembre 2024

Conseil d'administration de la S.A. Made in USA.

Etats-Unis : Donald Trump place Lee Zeldin à l'Agence environnementale pour allier écologie et croissance économique - 20minutes.fr 12 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a désigné Lee Zeldin, ancien représentant républicain de New York, comme administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (EPA).

Proche de Donald Trump, Lee Zeldin, qui a perdu la course au poste de gouverneur de New York en 2022, a affirmé vouloir réduire les réglementations environnementales qu'il qualifie de « politiques de gauche ». Interrogé par Fox News, il a détaillé ses priorités. « *Dès le premier jour et pendant les cent premiers jours, nous avons la possibilité d'annuler les réglementations qui obligent les entreprises à lutter ou à se délocaliser à l'étranger.* » « *Son désir de garantir un accès à un air et une eau propres est une priorité absolue* », a-t-il conclu. 20minutes.fr 12 novembre 2024

Etats-Unis : Stephen Miller, artisan des politiques migratoires, fait son retour dans l'administration Trump - 20minutes.fr 12 novembre 2024

Stephen Miller, responsable des politiques migratoires du premier mandat de Donald Trump, a été nommé chef adjoint de cabinet. Ce choix souligne la volonté du président élu de réaffirmer une ligne dure sur l'immigration.

En effet, cette nomination intervient peu après la désignation de Tom Homan, ancien directeur de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE). Ce dernier sera en charge de superviser les efforts de déportation et jouera un rôle clé dans l'application des promesses de campagne. 20minutes.fr 12 novembre 2024

Etats-Unis : En nommant Elise Stefanik comme ambassadrice à l'ONU, Donald Trump choisit la ligne dure - 20minutes.fr 12 novembre 2024

Elise Stefanik, âgée de 39 ans, est l'une des figures les plus visibles du Parti républicain sous l'ère Trump. Après avoir été élue au Congrès en 2014 en tant que plus jeune femme de l'histoire à l'époque, elle a gagné en notoriété pour son rôle actif dans la défense de Donald Trump pendant les audiences de destitution en 2019.

La nomination d'Elise Stefanik pour ce poste stratégique laisse entrevoir une approche plus offensive vis-à-vis des Nations Unies. Elle a régulièrement critiqué l'organisation internationale, en particulier pour son traitement de la question israélienne. En octobre dernier, elle a affirmé que l'administration Biden devrait envisager une « *réévaluation complète* » du financement américain de l'ONU si l'Autorité palestinienne poursuivait ses efforts visant à révoquer l'adhésion d'Israël. Elle a aussi joué un rôle actif en dénonçant ce qu'elle perçoit comme un antisémitisme latent dans certaines institutions universitaires.

Avec cette annonce, Donald Trump a également fermé la porte à Nikki Haley, l'ancienne gouverneure de Caroline du Sud qui avait occupé le poste d'ambassadrice auprès de l'ONU lors de son premier mandat. Nikki Haley, qui a mené une campagne primaire acharnée contre Donald Trump avant de le soutenir en fin de course, ne sera pas invitée à reprendre ce rôle, selon une déclaration du président élu sur les réseaux sociaux samedi. 20minutes.fr 12 novembre 2024

Russie.

Guerre en Ukraine : La Corée du Nord ratifie l'accord de défense historique avec la Russie - 20minutes.fr/AFP 12 novembre 2024

Conclu au cours d'une rare visite de Vladimir Poutine à Pyongyang, en juin dernier, ce traité entre ces deux pays, bêtes noires des Etats-Unis, prévoit notamment « *une aide militaire immédiate* » réciproque en cas d'attaque contre l'un des deux pays.

L'accord engage également les deux pays à coopérer au niveau international pour s'opposer aux sanctions occidentales et coordonner leurs positions aux Nations unies.

Document.

Pouvoir occulte et gouvernement parallèle. La pointe émergée de l'Etat profond mondial montre le bout de son nez.

Et pendant que le monde a les yeux rivés sur Donald Trump, le mondialisme avance - Réseau International 11 novembre 2024

La majorité des français et aussi des européens ignorent que l'État profond mondial œuvre dans les coulisses. En effet, une direction générale de la mondialisation vient d'être créée au Quai d'Orsay. La volonté de dissoudre notre pays dans le fondus mondialiste anglo-saxon est belle et bien réelle. À la lecture des documents indiqués^{1,2}, nul ne pourra ne le contester. Une armada de technocrates, formatée très certainement par le programme «*Young Global Leaders*» créé par Klaus Schwab en 2004³, a délégué de signatures à la place de ministres, pour des actes, arrêtés, et décisions. En effet, une direction générale de la mondialisation a été dûment enregistrée au Journal Officiel le 20 septembre 2024.

Le contenu du document⁴ en entier montre que notre pays est entre les mains de technocrates ayant tous les pouvoirs. Nous retrouvons d'ailleurs les mêmes technocrates aux commandes du Parlement européen. Car, contrairement à une certaine légende urbaine, ce ne sont pas les députés européens qui dirigent Bruxelles en tant que capitale politique, mais bien des commissaires-technocrates aux ordres d'une présidente illégitime à sa tête, Madame Ursula von der Leyen.

Tous les domaines évoqués dans ce document sont sous le contrôle de hauts fonctionnaires d'État. Ils ont le pouvoir de signer tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets. Frissons garantis !

Voici la liste des secteurs contrôlés par l'intelligentsia technocratique, présents dans ce document :

Les pays membres du G7, du G20, de l'OCDE, et les sommets internationaux

Le commerce extérieur et la coopération économique

Sous-direction des secteurs stratégiques

Énergies

Normes économiques et lutte contre la corruption

Attractivité et rayonnement économique

Intelligence artificielle, Cybersécurité, Télécommunications, Données numériques.

Développement humain

Environnement et Climat

Gouvernance démocratique. (Comprenez qui pourra !)

Diplomatie féministe et éducation

Culture et médias

Enseignement supérieur et recherche

Coopération et action culturelle

Ordonnancement des dépenses, recettes, engagements et liquidations

Langue française et éducation

Investissement solidaire et durable

Enseignement supérieur

Collectivités territoriales et société civile

Asie-Amériques, coopération. Le document est consultable dans les notes (1) & (2)

À la lumière de ce document, et après quelques recherches, il appert que cette «*direction générale de la mondialisation*» existe aussi en Italie⁵, en Belgique⁶, en Suède⁷, tendant à prouver que l'Europe occidentale est, malheureusement, sous contrôle étroit de cette caste financière internationale à l'idéologie mortifère. Bienvenue dans un état fédéral européen dictatorial, gangrené par les technocrates, avec pour résultat une paupérisation galopante et une inflation démesurée. L'UE compte plus de 100 millions de pauvres en 2024 !

<https://brigittebouzonnie.substack.com/p/100-millions-de-pauvres-dans-lunion>

Notes :

1- <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT>

2- <https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf>

3- https://fr.wikipedia.org/wiki/Young_Global_Leaders

4- Légifrance :

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Décision du 20 septembre 2024 portant délégation de signature (direction générale de la mondialisation)

NOR : EAEM2424867S

Le directeur général de la mondialisation,

Vu le décret n o 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment son article 3 ;

Vu le décret n o 2012-1511 du 28 décembre 2012 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2012 modifié relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères,

Art. 1 er. – Décide : Délégation est donnée à M. Paola DEBRIL-LOISEAU, secrétaire des affaires étrangères principale, et à Mme Inès SARAGOSA, cadre contractuelle, chargées de mission du directeur général de la mondialisation, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, les bons de commande et les factures relatives aux réceptions organisées à la demande des services de la direction générale.

Délégation est donnée à M. Raphaël NOIRAY, secrétaire des affaires étrangères, chef de la mission «G7/G20, OCDE, sommets internationaux», et à M. Maxime ROTH, secrétaire des affaires étrangères, adjoint au chef de la mission «G7/G20, OCDE, sommets internationaux», à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission

Art. 2. – «G7/G20, OCDE, sommets internationaux». Délégation est donnée à Mme Fany ROBIN, cadre contractuelle, adjointe à la sous-directrice du commerce extérieur et de la coopération économique, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous- direction du commerce extérieur et de la coopération économique.

Délégation est donnée à M. Maël LE BAIL, cadre contractuel, chef du pôle énergies de la sous-direction des secteurs stratégiques, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés, décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction des secteurs stratégiques.

Délégation est donnée à Mme Coline MECHINAUD-DESMEDT, cadre contractuelle, adjointe au sous-directeur des sanctions, des normes économiques et de la lutte contre la corruption, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés, décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction des sanctions, des normes économiques et de la lutte contre la corruption.

Délégation est donnée à M. Didier JEAN, cadre contractuel, chef de la mission de l'attractivité et du rayonnement économique, et à M. Romain GUILLARD, cadre contractuel, adjoint au chef de la mission de l'attractivité et du rayonnement économique, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission de l'attractivité et du rayonnement économique.

Délégation est donnée à M. Rami ABI AKL, ingénieur en chef des mines, chef de la mission du numérique et de l'intelligence artificielle, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission du numérique et de l'intelligence artificielle. La mission soutient l'internationalisation des entreprises françaises dans les différentes filières numériques jugées stratégiques, comme les technologies quantiques, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les télécommunications, ainsi que l'acquisition, le traitement et la gestion des flux de données numériques. En coordination avec les autres administrations concernées, elle définit et met en œuvre les mesures d'attractivité pour les

entreprises et talents étrangers ou expatriés sur les technologies critiques concernées. En outre, la mission contribue à renforcer la présence et l'activité de la France au sein des instances multilatérales dans les domaines de sa compétence, en particulier au sein de l'OCDE, de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et des organismes normatifs européens et internationaux.

Art. 3. – Délégation est donnée à Mme Louise BURDLOFF, secrétaire des affaires étrangères, adjointe à la sous-directrice du développement humain, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction du développement humain.

Délégation est donnée à Mme Marine COLLIGNON, cadre contractuelle, adjointe au sous-directeur de l'environnement et du climat, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction de l'environnement et du climat.

Délégation est donnée à Mme Clémence WEULERSSE, administratrice de l'Etat du premier grade, chef de mission de la gouvernance démocratique, et à Mme Cécile FROBERT, secrétaire des affaires étrangères, adjointe à la chef de mission de la gouvernance démocratique, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission de la gouvernance démocratique.

Délégation est donnée à Mme Marie SOULIÉ, cadre contractuelle, chef de mission de la diplomatie féministe et de l'éducation, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la mission de la diplomatie féministe et de l'éducation.

Art. 4. – Délégation est donnée à M. Aurélien CHANQUIN TORRES, administrateur de l'Etat du premier grade, adjoint à la sous-directrice de la culture et des médias, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction de la culture et des médias.

Délégation est donnée à M. Mathieu PERROT, secrétaire des affaires étrangères principal, adjoint au sous-directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Délégation est donnée à M. Léo LAPORTE, secrétaire des affaires étrangères, adjoint au sous-directeur du réseau de coopération et d'action culturelle, à M. Charles LE FRIEC, cadre contractuel, chef de pôle de synthèse administrative et financière de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle, et à M. Yannick LE ROUX, cadre contractuel, chef de pôle Asie et Amériques de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle.

Délégation est donnée à Mme Catherine CHAUVEAU-SOCHNIKOV, secrétaire de chancellerie, gestionnaire au pôle de synthèse administrative et financière de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, toutes pièces justificatives relatives aux dépenses et aux opérations de régularisation, notamment tous documents comptables relatifs à l'engagement, à la liquidation et à l'ordonnancement de la

dépense et tous ordres de recettes, dans la limite des attributions de la sous-direction du réseau de coopération et d'action culturelle.

Délégation est donnée à Mme Juliette SALABERT, cadre contractuelle, adjointe à la sous-directrice de la langue française et de l'éducation, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction de la langue française et de l'éducation.

Art. 5. – Délégation est donnée à Mme Sabrina AUBERT, secrétaire des affaires étrangères principale, adjointe à la sous-directrice du développement et de l'investissement solidaire et durable, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction du développement et de l'investissement solidaire et durable.

Délégation est donnée à M. Jean-Philippe POURTIER, cadre contractuel, adjoint au sous-directeur des moyens et des opérateurs, à M. Yvan SERGEFF, secrétaire des affaires étrangères, chef de pôle de la gestion des dépenses de la sous-direction des moyens et des opérateurs, et à Mme Anaïs PAUL-VENTURINE, cadre contractuelle, chef de pôle évaluation et performance, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la sous-direction des moyens et des opérateurs.

Délégation est donnée à M. Pierre-Jean GUYOMARD, secrétaire de chancellerie, et à M. Charles OTAM, agent contractuel, chefs de pôle adjoints de la gestion des dépenses de la sous-direction des moyens et des opérateurs, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, toutes pièces justificatives relatives aux dépenses et aux opérations de régularisation, notamment tous documents comptables relatifs à l'engagement, à la liquidation et à l'ordonnancement de la dépense et tous ordres de recettes, dans la limite des attributions de la sous-direction des moyens et des opérateurs.

Art. 6. – Délégation est donnée à M. Frédéric CHOLÉ, administrateur de l'Etat du premier grade, délégué pour les collectivités territoriales et la société civile, à M. Denis BARBET, administrateur de l'Etat du deuxième grade, et à M. Jean-Marc POMMERAY, secrétaire des affaires étrangères principal, délégués adjoints pour les collectivités territoriales et la société civile, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires étrangères, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, dans la limite des attributions de la délégation pour les collectivités territoriales et la société civile.

Art 7. – La présente décision sera publiée au Journal officiel de la République française Fait le 20 septembre 2024. Texte 14 sur 87 A. LECHEVALLIER

<https://reseauinternational.net/et-pendant-que-le-monde-a-les-yeux-rives-sur-donald-trump-le-mondialisme-avance-2/>